



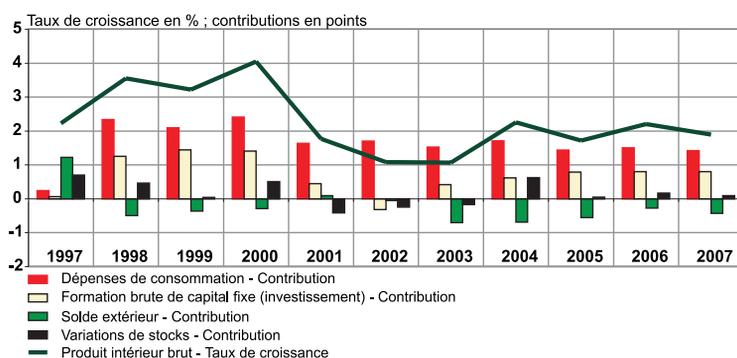
Un ralentissement économique limité en 2007

Le ralentissement de la croissance à 1,9% reste modéré.

Le secteur des services affirme son dynamisme et la consommation des ménages contribue largement à soutenir l'activité. Environ 350 000 emplois ont d'ailleurs été créés. Toutefois, le déficit commercial se creuse sous l'effet d'une mévente des produits manufacturés et l'inflation s'accroît.

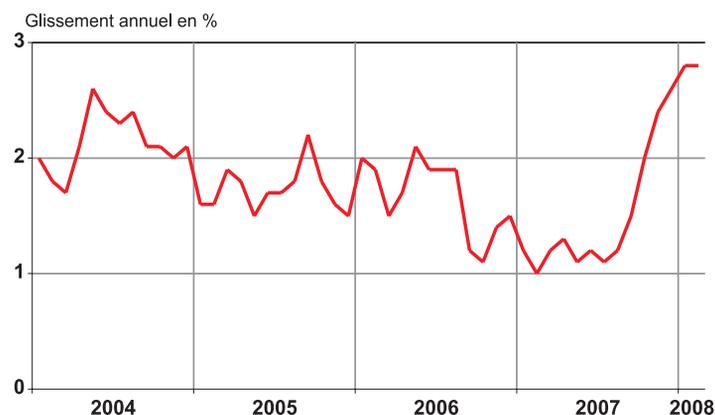
En France, le produit intérieur brut s'est accru de 1,9% en 2007. Le ralentissement par rapport à l'année 2006, qui s'était conclue par une croissance de 2,2%, est d'une ampleur comparable au ralentissement constaté dans la zone euro, où la croissance est passée de 2,8% en 2006 à 2,6% en 2007. Le ralentissement économique s'est révélé plus modéré en France qu'en Allemagne, où la croissance a pâti d'une baisse de la consommation des ménages.

Évolution du PIB et contributions des principales composantes



Source : Insee - Comptes nationaux - Données CVSCJO

Évolution des prix à la consommation en France



Source : Insee, indice des prix à la consommation

Les services sont restés dynamiques

La progression du volume d'activité a été très vive dans les secteurs des services. Dans les services aux entreprises, la production a augmenté de 2,9%, une croissance certes moins forte qu'en 2006. Les services aux particuliers ont connu une croissance plus modeste (+1,4%). La production s'est également accrue dans les activités financières et dans l'immobilier. L'activité dans le commerce et les transports a quant à elle assez peu souffert du ralentissement d'ensemble de l'économie. La production s'est accrue de 3,0% et 2,6% respectivement dans ces secteurs. Enfin, l'activité est restée dynamique dans la construction, dont la production a augmenté de 3,6%.

La production de l'industrie manufacturière affiche une hausse de 1,6%, comparable à l'année précédente. Les industries de biens de consommation et de biens d'équipement subissent un ralentissement d'activité quoique toujours en progression. Après une baisse de 5,0% en 2006, l'industrie automobile est parvenue à stabiliser son activité (+0,6%) grâce à un léger mieux de la consommation des ménages (+1,6%) et des exportations (+0,4%).

La croissance française repose beaucoup sur la consommation des ménages

La consommation des ménages s'est accrue de 2,1% en 2007, hausse équivalente à celle de l'année précédente. Ce poste contribue finalement pour 1,2 point à la croissance du PIB. Les ménages ont accru leur consommation de services (+2,6%). Ils ont également consommé davantage de produits manufacturés qu'en 2006. C'est notamment le cas des biens de consommation et des biens d'équipement, mais aussi des achats d'automobiles (hausse de 1,6%).

Les ménages ont pu s'appuyer sur la hausse du pouvoir d'achat, qui traduit la hausse du revenu disponible des ménages considérés dans leur ensemble, après impôts, corrigé de l'effet de l'inflation. La hausse du revenu disponible a en partie alimenté l'épargne : le taux d'épargne a augmenté de près d'un point, passant de 15,4% en 2006 à 16,3% en 2007.

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, s'est accrue rapidement depuis l'automne 2007 : alors qu'elle était encore de 1,2% en glissement annuel en août 2007, l'inflation a atteint 2,6% en décembre et 2,8% en janvier 2008.

Les entreprises ont continué à investir

L'investissement des entreprises non financières s'est accru de 5,1% par rapport à l'année 2006. Cette évolution traduit à la fois une augmentation de l'investissement en biens d'équipement et en bâtiments.

Jusqu'à l'été 2007, les entreprises ont tiré parti de conditions de financement favorables, pour les différents modes de financement dont elles disposent : crédit bancaire, émission d'obligations, émission d'actions. La situation s'est toutefois dégradée depuis l'été 2007. Depuis le début de la crise financière liée aux *subprimes*, le marché du financement entre banques s'est tendu, conduisant à une hausse des taux d'intérêt interbancaires. La dégradation des conditions de financement des banques s'est répercutée sur les crédits octroyés aux entreprises, sous la forme d'une hausse des taux d'intérêt et d'un durcissement des conditions d'octroi de crédits. Le coût du financement obligataire a augmenté également. Quant au financement par émission d'actions, il est devenu plus difficile du fait de la baisse du cours des actions.

Le déficit du commerce extérieur se creuse

Les exportations françaises se sont accrues de 2,7% (en volume), une hausse modeste après les +6,3% de 2006. Elles ont pâti du ralentissement de la demande adressée par les autres pays du monde, mais aussi de l'appréciation de l'euro. Toutefois, les exportations automobiles ont légèrement augmenté, après plusieurs années de baisse. Dans le même temps, les importations ont augmenté de 4,1% (en volume), un peu moins qu'en 2006.

Au total, le déficit commercial français s'est de nouveau creusé, atteignant le chiffre record de -39,2 milliards d'euros. Le solde commercial est de -45 milliards d'euros environ pour les produits énergétiques, de -18 milliards d'euros pour les produits manufacturés, mais reste positif de près de 10 milliards d'euros pour les produits agricoles

et agroalimentaires. En 2007, c'est le déficit concernant les produits manufacturés qui s'est creusé, et non le solde énergétique. Le déficit constaté vis-à-vis des pays d'Asie se creuse de 2 milliards d'euros, au même rythme que les années précédentes et de plus de 8 milliards d'euros vis-à-vis des autres pays européens : pour la première fois, le déficit constaté vis-à-vis des autres pays européens est supérieur au déficit avec l'Asie.

Hausse de l'emploi et baisse du chômage par rapport à 2006

En 2007, plus de 350 000 emplois ont été créés dans l'ensemble de l'économie française, soit une hausse de 1,4%. Ce chiffre inclut l'ensemble des types d'emplois (salariés ou non, quel que soit le type de contrat) et des secteurs économiques (marchands et non marchands). Le tertiaire marchand (commerce, transport, services aux entreprises, aux particuliers, services financiers, services immobiliers) a tiré l'emploi à la hausse (276 000 emplois supplémentaires), plus encore qu'en 2006. La construction a continué de créer des emplois au même rythme qu'avant (59 000 emplois). L'industrie a quant à elle continué de perdre des emplois, mais moins qu'en 2006 (-41 000 emplois en 2007 contre -61 000 l'année précédente).

Le taux de chômage n'a pas cessé de baisser depuis le deuxième trimestre 2006. Il est passé de 8,4% au quatrième trimestre 2006 à 7,5% au quatrième trimestre 2007.

Aurélien DAUBAIRE
Insee - Service Études Diffusion

Pour en savoir plus :

- 📖 Insee Conjoncture - Note de conjoncture, mars 2008.
- 📖 Comptes nationaux - Quatrième trimestre de 2007.
- 📖 Les comptes de la nation en 2007 - Insee - Insee Première à paraître en mai 2008.
- @ <http://www.insee.fr>, rubriques Comptes nationaux et Conjoncture